

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Moins-de-glace-mais-plus-de-soldats-canadiennes>

Moins de glace mais plus de soldats canadiennes.

- Empire et Résistance - Canada -

Date de mise en ligne : vendredi 29 septembre 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Alors que les changements climatiques offrent une excuse au gouvernement Harper pour accroître la présence militaire dans l'Arctique, la crise du logement ne se résorbe pas dans les communautés éloignées du Grand Nord, pas plus que les émissions de gaz à effet de serre ne diminuent.

Par Batiste W. FOISY

[Alternatives](#). Canada, le 28 septembre 2006.

Yellowknife - Pendant un instant, le Grand Nord aura eu la cote comme destination politique. Suivant la piste battue par Sir Paul McCartney puis Michaëlle Jean, durant les mois cléments de juin à août, le tout Ottawa est venu assurer sa présence nationale à la frontière gelée. C'est ainsi qu'on a pu voir le premier ministre Harper préférer le chic de la banquise à la Conférence internationale sur le sida.

Juste avant lui, les ministres de la Défense, de la Sécurité publique et de la Justice avaient pavé la voie au chef en s'arrêtant tous les trois à Yellowknife. Les chefs Bill Graham et Jack Layton, touchés par cet engouement subit, ont profité de l'été pour faire escale dans l'exotique comté de Western Arctic. Gilles Duceppe lui, résolument Québécois, s'est payé une virée dans l'Ungava. Tel que promis en campagne électorale, le plan nordique défendu par le premier ministre Harper consiste d'abord à militariser l'Arctique. « Nous sommes déterminés à augmenter la présence de l'armée dans le Nord », a réitéré Harper, le 12 août, à la base de Frobisher Bay, au Nunavut.

Un mois plus tôt, le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, de passage au Centre de commandement nordique des Forces canadiennes, à Yellowknife, détaillait les plans : l'armée acquerra trois brise-glaces (ou l'équivalent du coût en aéroglisseurs), construira un port en eaux profondes au Nunavut, créera un centre de formation militaire dans les îles arctiques et fera régulièrement des patrouilles sous-marines et aériennes dans le Grand Nord. « Nous devons pouvoir palper chaque lopin de terre et chaque plan d'eau que possède le Canada », s'est ému le ministre qui venait de nommer un nouveau commandant au Centre de Yellowknife pour remplacer celui qui était entré en fonction sous Paul Martin.

Ironiquement ce sont les changements climatiques, que le gouvernement Harper peine tant à reconnaître, qui servent à justifier la militarisation du Nord. La fonte des glaces arctiques rouvre peu à peu le mythique Passage du Nord-Ouest au trafic maritime et le Canada doit maintenant prouver aux États-Unis et à l'Union européenne, qui ne le croient pas, que ce détroit gorgé de gaz naturel et de pétrole lui appartient. Questionné sur l'importance, dans ce contexte, de réduire les émissions canadiennes de gaz à effet de serre, O'Connor se fait cinglant : « Je pourrais vous nommer bien d'autres phénomènes naturels qui pourraient être la cause du réchauffement, a-t-il répondu, agacé. Je ne connais pas la cause du réchauffement planétaire, ni si le réchauffement se poursuivra encore dans dix ans.

Mais ce que je sais, c'est qu'il y a un réchauffement planétaire aujourd'hui et que nous devons maintenir notre souveraineté dans l'Arctique. » Harper n'a, du reste, pas profité du fait qu'il se trouvait dans la région du Canada la plus sévèrement affectée par les changements climatiques pour faire une annonce sur son plan made in Canada de réduction des gaz à effet de serre. Il a plutôt choisi, lors de son passage à Yellowknife, de garantir son appui indéfectible au projet de gazoduc de la vallée du Mackenzie. Ce projet ouvrira la mer de Beaufort et le delta du Mackenzie à une industrialisation à l'alaskienne et augmentera les émissions canadiennes de gaz carboniques d'au moins 25 millions de tonnes par année.

« Les gens sont notre meilleure défense »

L'idée de renforcer la présence militaire dans le Nord est généralement bien reçue par les résidents des territoires qui y voient une façon détournée de répondre aux besoins criants d'infrastructures des communautés éloignées (la capitale du Nunavut, Iqaluit, est d'ailleurs une ancienne base militaire américaine abandonnée que les Inuits se sont réappropriée dans les années 1960 et plusieurs familles d'Iqaluit logent dans des bunkers).

Mais, l'idée que la militarisation ne devrait pas être la priorité, alors que les besoins sociaux sont si grands, est aussi très répandue. C'est au Nunavut qu'on retrouve la pire crise du logement au pays ; la deuxième en gravité sévit dans les Territoires du Nord-Ouest. Yellowknife, où il se commettait en 2004 plus d'un crime par trois habitants, est la capitale la plus violente au Canada ; la deuxième est Iqaluit. « Les gens sont notre meilleure défense », a expliqué le premier ministre des Territoires du Nord-Ouest, Joe Handley, au ministre O'Connor, une façon diplomate de dire que l'on n'aurait peut-être pas tant besoin de machines de guerre dans l'Arctique si l'on donnait aux résidents du Nord davantage le goût d'occuper le territoire. À un demi-milliard de dollars l'unité, la valeur d'un seul brise-glace suffirait à offrir à 2 500 familles de l'Arctique un logement éco-énergétique résistant à la fonte du pergélisol.

On notera aussi que, si l'armée canadienne ne possède aucun navire capable de naviguer dans les eaux glacées de l'océan Arctique, l'État canadien, lui, est tout à fait en mesure de circuler dans le Passage du Nord-Ouest. La Garde côtière possède une douzaine de brise-glaces dont certains servent spécifiquement à naviguer autour des îles arctiques. C'est d'ailleurs la Garde côtière qui s'occupe du ravitaillement de la base militaire de Resolute.

Libéraux et néo-démocrates

Le chef libéral intérimaire Bill Graham se trouvait à Yellowknife en même temps que O'Connor. Manifestement mieux informé de l'opinion des électeurs du Nord que le conservateur, celui qui avait posé théâtralement le pied sur l'île de Hans, disputée entre le Canada et le Danemark, alors qu'il était ministre de la Défense sous Paul Martin, a durement critiqué l'approche va-t'en-guerre du gouvernement : « Le défi de la souveraineté du Canada dans l'Arctique n'est pas un défi militaire. Ce n'est pas une invasion qui nous menace [mais les] changements climatiques et sociaux. Il faut donc investir beaucoup en science, investir beaucoup [auprès des] gens pour qu'ils puissent changer leur façon de vivre [en fonction des] changements climatiques qui vont tellement vite », a confié Graham à l'hebdomadaire francophone L'Aquilon, publié dans les Territoires du Nord-Ouest.

On ne peut s'empêcher de penser que cette sortie du chef libéral était surtout une manoeuvre électorale pour ramener dans le giron du parti le comté de Western Arctic, une forteresse libérale ravie par le Nouveau parti démocratique en janvier. Quoique plus discrète, la militarisation du Nord faisait également partie du programme de l'ancien gouvernement. Si Stephen Harper a pu annoncer, lors de son passage à Iqaluit, que le Canada était désormais capable de surveiller par satellite l'ensemble de sa zone Arctique et que des avions sans pilote avaient commencé à patrouiller la zone polaire, c'est parce que ces investissements avaient été réalisés deux ans plus tôt, quand Bill Graham était ministre de la Défense.

Du côté du Nouveau parti démocratique, Jack Layton, fier d'avoir arraché un comté dans la ceinture rouge traditionnellement formée par les trois comtés circumpolaires, a lui aussi fait son pèlerinage nordique cet été. Comme Graham, Layton a insisté pour dire que la souveraineté dans l'Arctique, « ce n'est pas seulement une question militaire » et que « pour nous la souveraineté c'est surtout de s'assurer que les communautés du Nord sont fortes et actives ». Le chef du NPD estime que Harper a raté l'occasion de protéger les frontières nordiques canadiennes quand il a renégoié l'accord du NORAD. Renouvelé par la Chambre des communes le 12 mai dernier pour une période illimitée, l'Accord nord-américain sur la défense aérospatiale ne comprend pas de nouvelles précisions sur les frontières maritimes du Canada dans le Grand Nord.

Coréalisateur du court métrage Stephen Harper's last visit in the North www.wamp.ca